

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	LT
Date de réalisation	08/11/2021

Localisation du bien	75-77-77 bis - 79 boulevard des talard 35400 ST MALO
Section cadastrale	AV 11, AV 12, AV 13
Altitude	6.2m
Données GPS	Latitude 48.642017 - Longitude -2.008264

Désignation du vendeur	PORT VAUBAN
Désignation de l'acquéreur	

* Document réalisé sur commande par **Media Immo** qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par **SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT** soient exactes.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES

Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 2 - Faible	EXPOSÉ	-
Commune à potentiel radon de niveau 3	NON EXPOSÉ	-
Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols	NON EXPOSÉ	-
PPRn Inondation par submersion marine	Approuvé le 18/07/2017	EXPOSÉ Voir prescriptions ⁽¹⁾

INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE

-	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Informatif ⁽²⁾	EXPOSÉ	-
-	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif ⁽²⁾	NON EXPOSÉ	-

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de ST MALO

-	Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	Informatif	NON EXPOSÉ	-
---	----------------------------------	------------	------------	---

⁽¹⁾ **Information Propriétaire : Votre immeuble est concerné par des prescriptions de travaux.**

Vous devez répondre manuellement sur l'imprimé Officiel (page 2) si "**OUI**" ou "**NON**" les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR ont été réalisés.

(Ceci peut concerner les PPR naturels, miniers et technologiques). Pour plus d'informations, se référer au "Règlement Plan de Prévention et Prescriptions de Travaux".

⁽²⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Risques et Pollutions**
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° N.C _____ du 13/02/2006 mis à jour le 21/08/2019

Adresse de l'immeuble
75-77-77 bis - 79 boulevard des talard
35400 ST MALO

Cadastre
AV 11, AV 12, AV 13

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit anticipé approuvé date 18/07/2017 1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
autres _____

inondation crue torrentielle mouvements de terrain avalanches sécheresse / argile
cyclone remontée de nappe feux de forêt séisme volcan

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN 2 oui non

2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit anticipé approuvé date _____ 3 oui non

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
mouvements de terrain autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM 4 oui non

4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé 5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression projection risque industriel

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui non

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription 6 oui non

6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés
oui non

6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente
oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 oui non

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS) NC* oui non

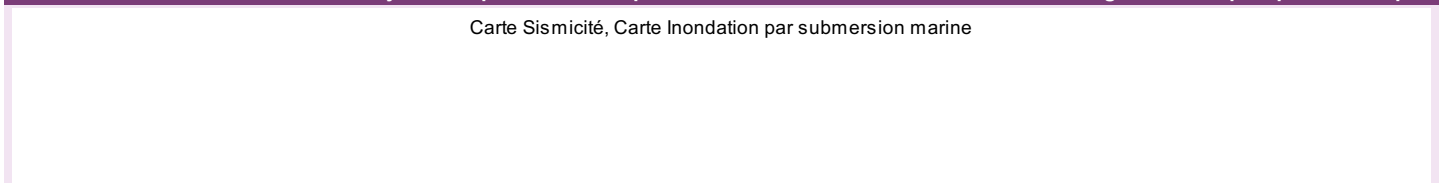
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui non

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte



Vendeur - Acquéreur

Vendeur	PORT VAUBAN		
Acquéreur			
Date	08/11/2021	Fin de validité	08/05/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Ille-et-Vilaine
Adresse de l'immeuble : 75-77-77 bis - 79 boulevard des talard 35400 ST MALO
En date du : 08/11/2021

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Date de Fin	Publication	JO	Indemnisé
Inondations et coulées de boue	14/10/1982	14/10/1982	24/12/1982	26/12/1982	
Tempête	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987	
Inondations et coulées de boue	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990	
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995	
Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	19/02/1996	21/02/1996	17/07/1996	04/09/1996	
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	02/03/2006	11/03/2006	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	10/03/2008	10/03/2008	07/08/2008	13/08/2008	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	31/01/2014	02/02/2014	07/08/2014	10/08/2014	
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	03/01/2018	03/01/2018	26/03/2018	02/05/2018	

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : PORT VAUBAN

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

Département : Ille-et-Vilaine

Commune : ST MALO

Parcelles : AV 11, AV 12, AV 13

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

IMG REPERE

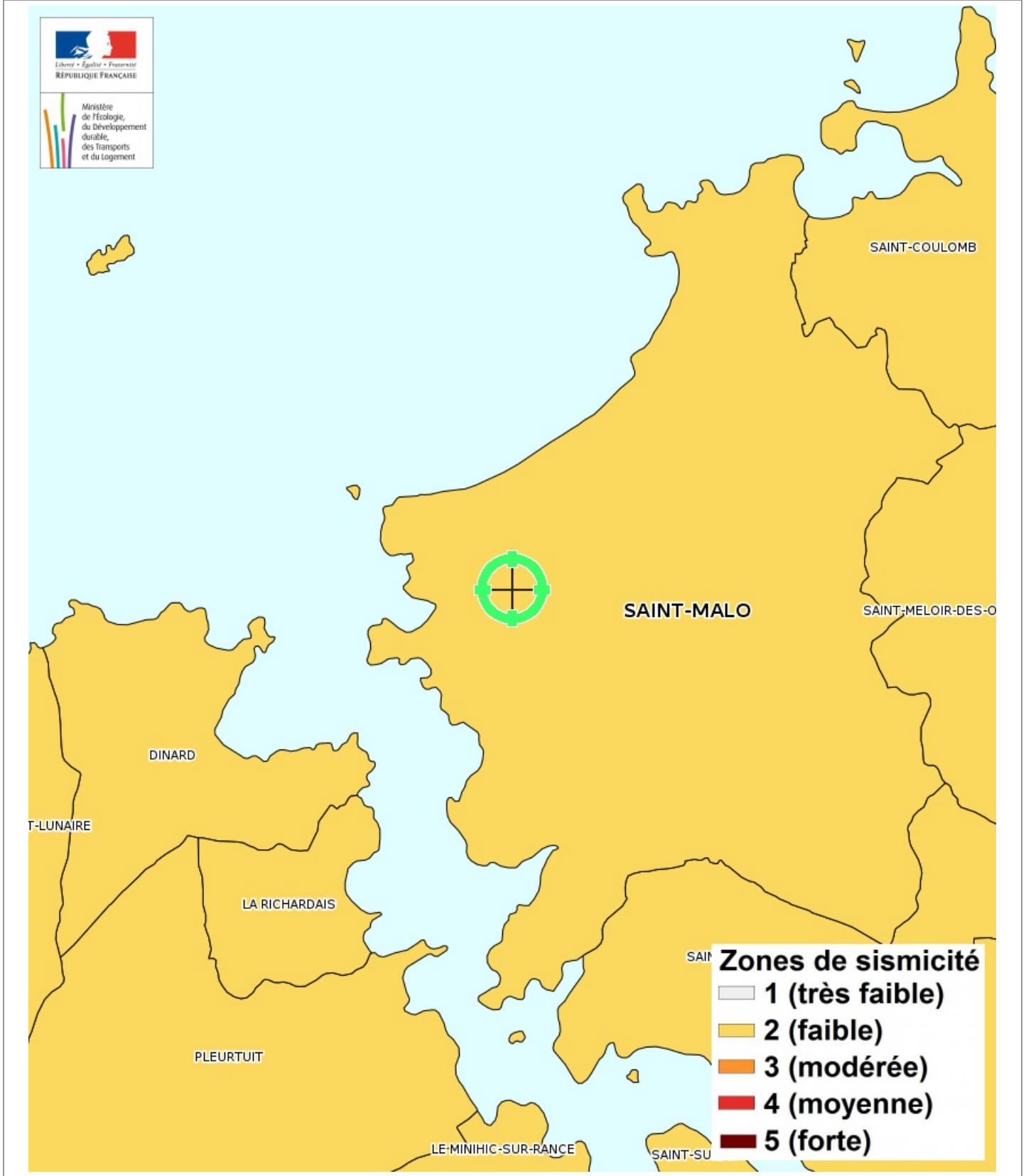


Zonage réglementaire sur la Sismicité

Département : Ille-et-Vilaine

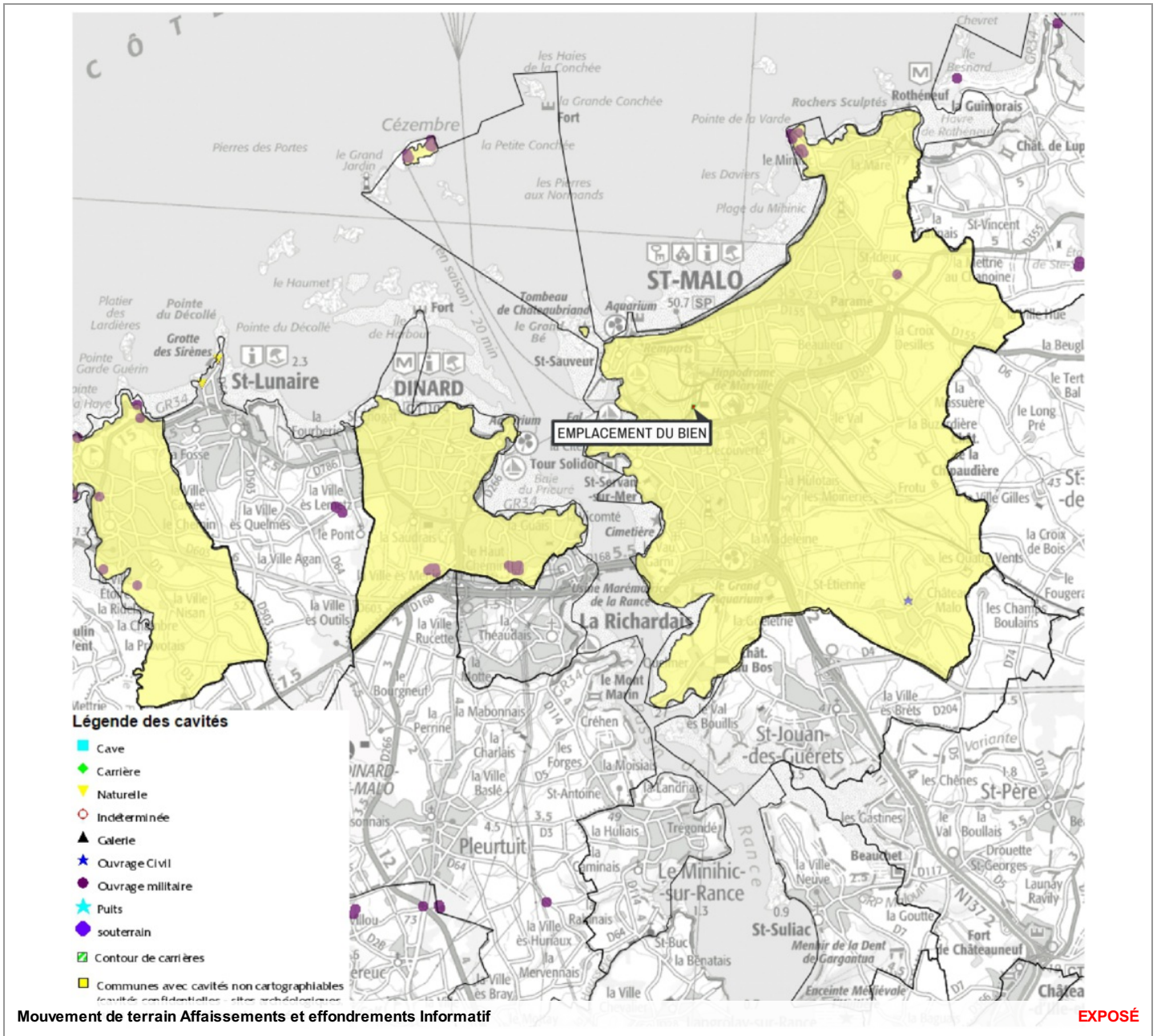
Commune : ST MALO

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 2 - Faible

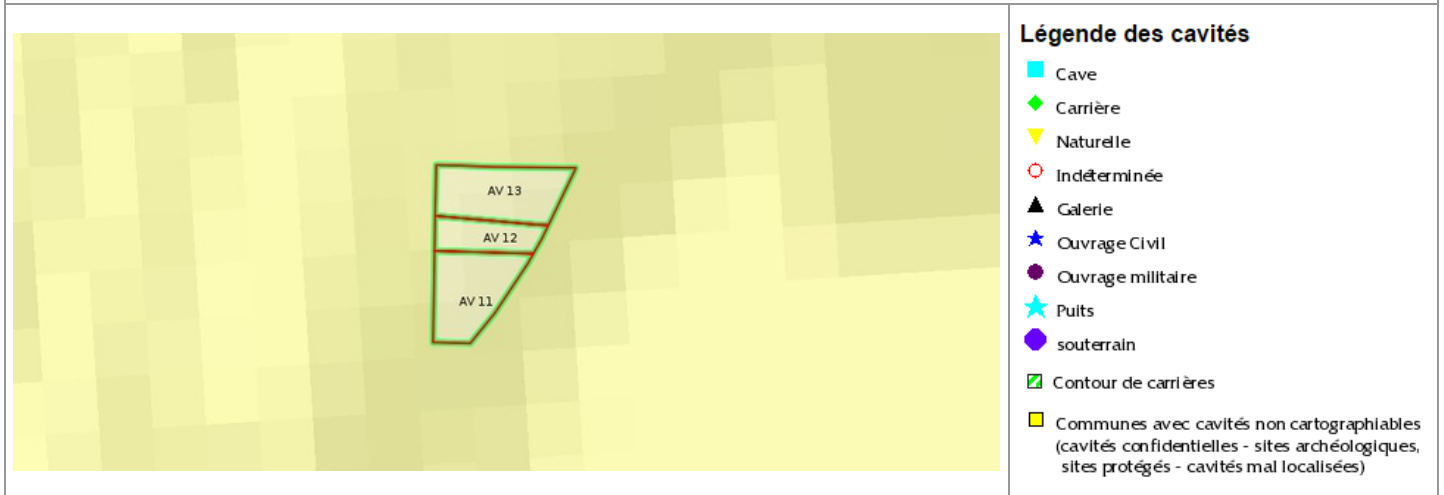


Carte

Mouvement de terrain Affaissements et effondrements

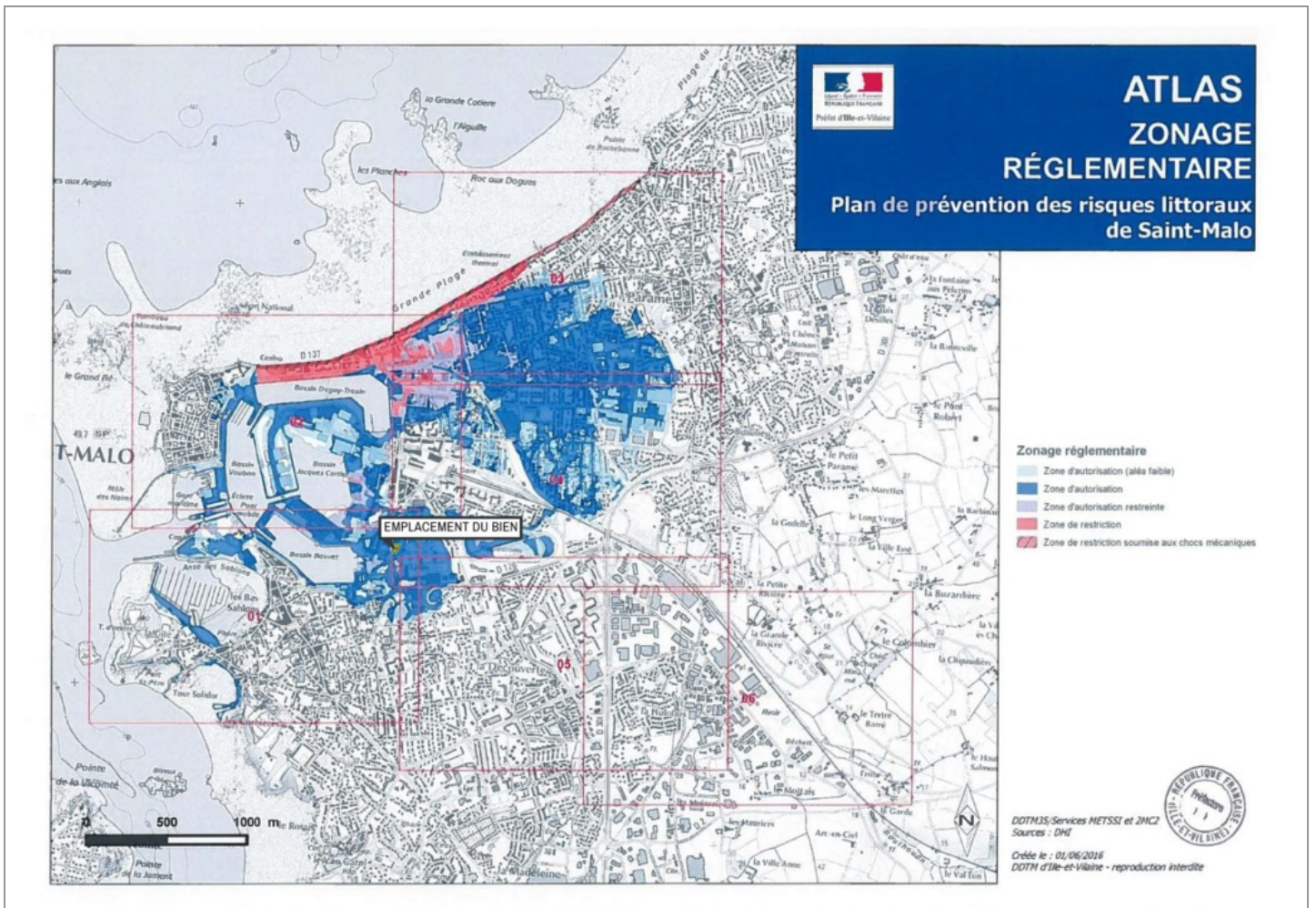


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Carte

Inondation par submersion marine



Inondation par submersion marine Approuvé le 18/07/2017

EXPOSÉ

Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



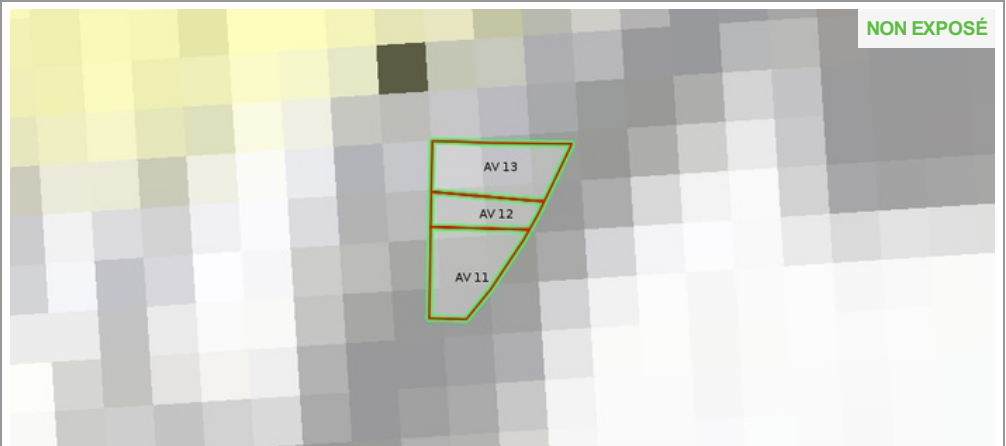
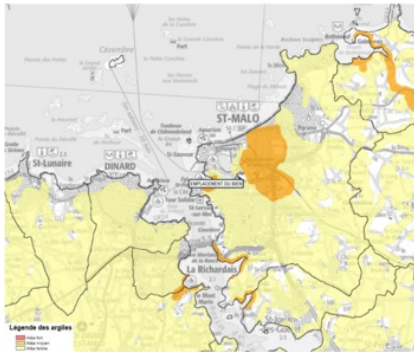
Zonage réglementaire

- Zone d'autorisation (aléa faible)
- Zone d'autorisation
- Zone d'autorisation restreinte
- Zone de restriction
- Zone de restriction soumise aux chocs mécaniques

Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé

Zoom extrait de la carte originale ci-contre



Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Informatif

Annexes

Arrêtés



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

Direction du Cabinet
SIRACED PC

ARRÊTÉ RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES DANS LE DEPARTEMENT DE L'ILLE-ET-VILAINE

La Préfète de la Région de Bretagne
Préfète de l'Ille-&-Vilaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27 ;

VU le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

VU les plans de prévention des risques prévisibles d'inondations prescrits ou approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant qu'aucun plan de prévention des risques technologiques n'a été encore prescrit en Ille-et-Vilaine ;

Considérant que le département de l'Ille-et-Vilaine n'est pas situé dans les zones de sismicité Ia, Ib, II ou III mentionnées à l'article 4 du décret n°91-461 du 14 mai 1991, susvisé ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur du Cabinet de la préfète de la région de Bretagne et du département de l'Ille-et-Vilaine.

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L 125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes intégrées dans un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations approuvé ou prescrit, dont la liste figure en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels prévisibles d'inondations sont consignés dans un dossier communal d'informations. Ce dossier, qui comprend une fiche de synthèse et des documents cartographiques, est librement consultable en préfecture, sous-préfecture et dans chacune des mairies concernées.

3, avenue de la Préfecture - 35026 RENNES CEDEX 9
Tél. 02 99 02 10 35 - Fax 02 99 02 10 15 - www.bretagne.pref.gouv.fr

Annexes

Arrêtés

-2-

Article 3 : L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement, s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Ceux-ci sont consultables en préfecture, sous-préfecture et dans toutes les mairies concernées.

Article 4 Ces obligations d'information s'appliquent à compter du 1^{er} juin 2006.

Article 5 Le présent arrêté auquel est annexée la liste des communes intégrées dans un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations, prescrit ou approuvé, est adressé à chacun des maires desdites communes, accompagné du dossier communal d'information le concernant.

Ce même arrêté sera transmis, à la chambre départementale des notaires, accompagné de l'ensemble des dossiers communaux d'information.

Le présent arrêté et la liste des communes s'y rapportant seront affichés dans toutes les communes du département. Ils seront en outre publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture. Un avis d'information sera inséré dans le journal "Ouest France" diffusé dans tout le département.

Le présent arrêté et la liste des communes concernées pourront être consultés sur le site Internet de la préfecture (<http://www.bretagne.pref.gouv.fr>).

Article 6 : La liste des communes et les dossiers communaux d'information seront mis à jour à chaque modification de situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels ou technologiques en application du code de l'environnement.

Article 7 : Le Sous-préfet, directeur du Cabinet de la Préfète de la région de Bretagne et du département de l'Ille-et-Vilaine, le Secrétaire Général de la préfecture de l'Ille-et-Vilaine, les Sous-préfets des arrondissements de Saint-Malo, Redon et Fougères, le directeur régional et départemental de l'équipement et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Rennes le ; 13 FEV. 2006



Bernadette MALGORN

Annexes

Arrêtés



PREFECTURE D'ILLE ET VILAINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
D'ILLE-ET-VILAINE

ARRÊTÉ

**portant approbation du Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine
de Saint Malo**

**LE PRÉFET de la RÉGION BRETAGNE
PRÉFET d'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 et R. 562-1 à R. 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants concernant les enquêtes publiques,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-43, L. 153-60 et L. 152-7,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la concertation dans l'élaboration des plans de prévention des risques,

Vu la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte de la submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de Submersion Marine à Saint-Malo,

Vu les avis favorables de la commune de Saint-Malo (30 juin 2016), du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine (18 juillet 2016) ainsi que de Saint-Malo Agglomération (23 juin 2016),



Annexes

Arrêtés

- Vu** l'absence d'observation du Conseil Régional de Bretagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique en date du 29 août 2016 ;
- Vu** le rapport de la Commission d'Enquête et ses conclusions favorables en date du 25 octobre 2016 ;
- Vu** la prise en compte de la demande de dérogation à l'inconstructibilité derrière les digues, permettant de définir une Zone d'Intérêt stratégique (ZIS) déposée par la ville de Saint-Malo ;
- Considérant** que l'aléa submersion marine, sur la commune de Saint-Malo, est de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;
- Considérant** que le projet de plan de prévention des risques de submersion marine a pour but de limiter la vulnérabilité des personnes et des biens à l'aléa de submersion marine en délimitant des zones exposées au risque et en déterminant, en fonction de l'intensité du risque encouru, des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde ;
- Considérant** que l'enquête publique portant sur le projet de plan s'est déroulée du 29 août au 3 octobre 2016 ; que l'information du public a été assurée par une importante communication et 2 réunions publiques.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine (PPRSM) de Saint-Malo est approuvé.

Il concerne la commune de Saint-Malo.

ARTICLE 2

Le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de Saint-Malo comprend :

- Un rapport de présentation et ses annexes
- Un règlement et ses annexes dont un atlas du zonage réglementaire.

ARTICLE 3

En application de l'article L. 562-4 du Code de l'environnement, le plan de prévention des risques de submersion marine de Saint-Malo approuvé vaut servitude d'utilité publique.

À ce titre il doit être annexé aux différents documents d'urbanisme de la commune de Saint-Malo.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et mention en sera faite en caractères apparents dans les journaux Ouest-France et Pays Malouin.



Annexes

Arrêtés

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Saint-Malo, ainsi qu'à la sous-préfecture de Saint-Malo pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

Le plan approuvé y sera tenu à la disposition du public ainsi qu'en préfecture, à la Communauté d'agglomération de Saint-Malo, au Syndicat mixte du SCoT du Pays de Saint-Malo et à la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

ARTICLE 6

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Saint-Malo, le maire de la commune de Saint-Malo, les présidents de la Communauté d'agglomération de Saint-Malo et du Syndicat Mixte du SCoT de Saint-Malo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **18 JUIL. 2017**

Le Préfet,



Christophe MIRMAND

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet d'Ille-et-Vilaine ou d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Le présent arrêté peut également faire directement l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes, 3 contour de la Motte CS 44416, 35044 Rennes Cedex, dans le même délai de deux mois.



Annexes

Arrêtés



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
Direction des sécurités
SIDPC

ARRÊTÉ N°35 2019 08 21 001
RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES
DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
DANS LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.125-2 à L.125-7, R.125-23 à R.125-27 ;
Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-22 et R.1333-29 ;
Vu le code minier notamment son article L.174-5 ;
Vu le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
Vu le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;
Vu l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;
Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les plans de prévention des risques prévisibles d'inondation fluviale et de submersion marine approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les plans de prévention des risques technologiques approuvés dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
Vu les arrêtés préfectoraux du 25 mars 2019, du 09 avril 2019, du 09 avril 2019, du 02 juillet 2019 portant respectivement sur la localisation de secteurs d'informations sur les sols (SIS) sur le territoire de Montfort Communauté, du Pays de Châteaugiron Communauté, de la Communauté de Communes de Brocéliande, de Roche aux Fées Communauté ;

SUR proposition de Monsieur le directeur de cabinet de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} :

Au terme des articles L.125-5 à L.125-7 et R.125-23 à R.125-27 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.

Annexes

Arrêtés

Un état des risques et pollutions, fondé sur les informations transmises par la préfète d'Ille-et-Vilaine, doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion du contrat de location écrit, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier auquel il est annexé.

L'obligation d'information s'applique dans chacune des communes listées dans l'annexe du présent arrêté pour les biens immobiliers situés :

1. dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ainsi que dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;
2. dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
3. dans la zone de sismicité 2 (faible) instituée pour la totalité du territoire de l'ensemble des communes d'Ille-et-Vilaine par l'article R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement ;
4. dans un secteur d'information sur les sols ;
5. dans une commune à potentiel radon de niveau 3.

Cette liste des communes annexée au présent arrêté se substitue à celle annexée à l'arrêté préfectoral du 31 août 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Les informations relatives à l'état des risques naturels et technologiques sont consultables en mairie, en préfecture et en sous-préfecture ainsi que sur le site internet www.ille-et-vilaine.gouv.fr.

Article 2 :

L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique pour les arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique listés dans l'annexe du présent arrêté.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral du 31 août 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques dans le département d'Ille-et-Vilaine, est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

M. le directeur de cabinet de la préfète d'Ille-et-Vilaine, M. le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, MM. les sous-préfets d'arrondissements de Saint-Malo, Redon, Fougères-Vitré, M. le directeur départemental des territoires et de la mer, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Mmes et MM. les maires des communes du département sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département et adressé à la chambre départementale des notaires.

Fait à Rennes, le 21 AOÛT 2019

Pour la Préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,
Pour le directeur de cabinet par suppléance,
Le secrétaire général,



Denis OLAGNON

Annexes Arrêtés

Annexe à l'arrêté préfectoral du 21 août 2019 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

PPRI - BR = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vahine en Région PPRI - MG = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Mau et du Gau
PPRI - SI = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Sèche et de l'île PPRI - MY = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Moyenne Vahine
PPRI - VAM = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vallée Amont PPRI - VAL = Plan de Prévention Risques Inondations du bassin de la Vallée Aval
PPRSM - MD = Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de Duv PPRSM - SM = Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine de St Malo

COMMUNES	PPR NATURELS Inondations (PPRI) ou submersions (PPRSM)		PPRN CONCERNE (1 nombre de communes)	PPR MINERS		PPR TECHNOLOGIQUES			ZONAGE SISMIQUE (submersion)	INFO. COMPLÉMENTAIRES			
	Approuvé	Trouvés obligatoires		PRESCRIT	Appr. DUE	PRESCRIT	Approuvé	Trouvés obligatoires		Arrêtés CAT. NAT.	Arrêtés CAT. TECH.	Radon	Secteur d'information sur les sols (SIS)
SAINT AUBIN D'AUBIGNE	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT AUBIN DES LANDES	23/07/2007	non	PPRVALM (8)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT AUBIN DU CORMIER	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT BENOIT DES ONDES	25/08/2016	oui	PPRSM-LMD (22)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT BRIAC	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT BRIEUC DES FRÈRES	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT BROLAHORE	25/08/2016	oui	PPRSM-LMD (22)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT CHRISTOPHE DE WALAIN	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT CHRISTOPHE DES BOIS	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT COULOMBS	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT DIDIER	23/07/2007	non	PPRVALM (8)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT DOMINEUC	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT EMBLON	10/12/2007	non	PPRIBR (38)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT GANTON	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE CHEVINE	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE GREHAIGNE	25/08/2016	oui	PPRSM-LMD (22)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GEORGES DE REINTEMBAU	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GERMAIN DU PNEU	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT GERMAIN EN COGLES	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GERMAIN SUR ILE	10/12/2007	non	PPRIGR (36)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GILLES	20/10/2005	non	PPRMD (19)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT GONDRAN	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GONLAY	20/10/2005	non	PPRIGR (19)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT GREGOIRE	10/12/2007	non	PPRIBR (36)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT GUINOUX	25/08/2016	oui	PPRSM-LMD (22)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT JACQUES DE LA LANDE	10/12/2007	non	PPRIBR (36)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 2	
SAINT JEAN SUR COUESNON	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT JEAN SUR VILAINNE	23/07/2007	non	PPRVALM (8)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT JOUAN DES GUERETS	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 2	
SAINT HILAIRE DES LANDES	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT JUST	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 3	
SAINT LEGER DES PRES	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT LUNAIRE	non	non	-	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	
SAINT MALO	18/07/2017	non	PPRSM (1)	non	non	non	non	-	zone 2 (habile)	oui	non	Zone 1	

Annexes

Attestation d'assurance



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 18 décembre 2020

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de son activité professionnelle :

- Notes de Renseignements d'Urbanisme, Droit de préemption, Certificats de carrières, Non péril, Alignement, Hygiène/Salubrité, Numérotage, Concordance Cadastre, état ERP/ERPS, ICPE

TABLEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre
• Atteintes accidentelles à l'environnement sur site non soumis à autorisation ou enregistrement	750 000 EUR par année d'assurance

1 / 2

FS/PR019 / 402371710
2040 D



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Annexes

Attestation d'assurance



Attestation contrat N°AP559256

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus	3 000 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Dommages immatériels non consécutifs	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Frais de restauration de l'image de marque	200 000 EUR par année d'assurance
• Biens, documents, médias et données confiés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution	500 000 EUR par année d'assurance
Frais de prévention	
Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Responsabilité Environnementale	
Pertes pécuniaires	500 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Atteinte Logique / Cyber	
Tous dommages et frais confondus	150 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de notification	50 000 EUR par année d'assurance
• Frais en cas d'atteinte à la réputation	50 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
 Directeur des Opérations

2/ 2

FS/PR019 / 402371710

2040 D



Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
 Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

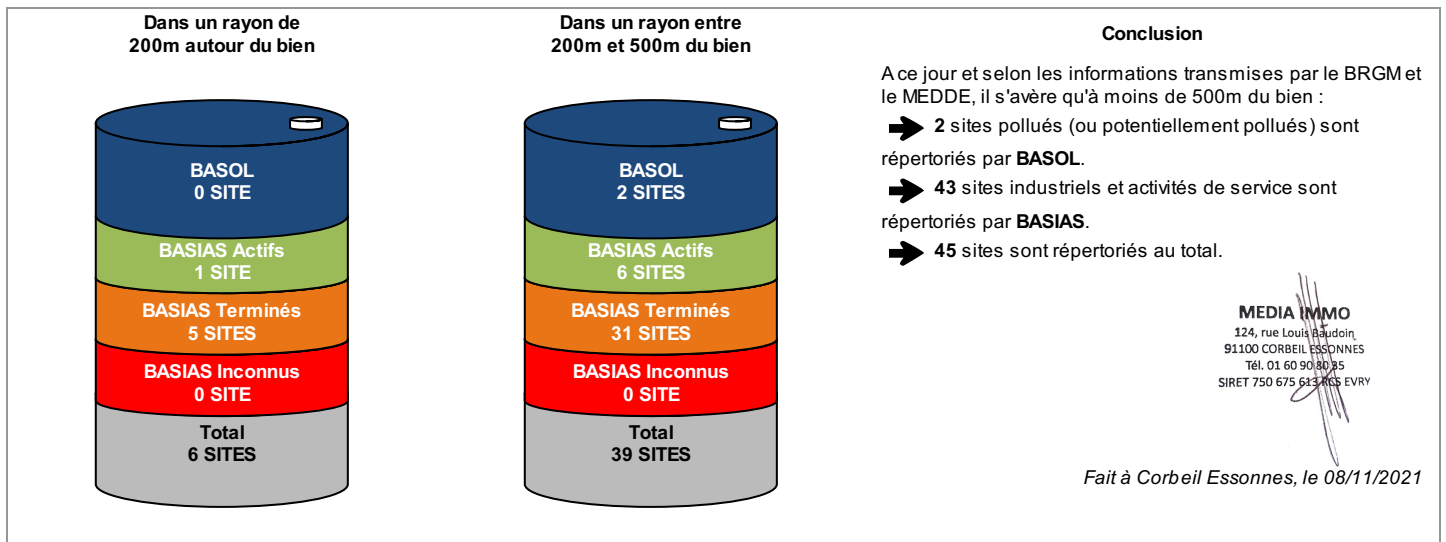
Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	LT
Date de réalisation	08/11/2021

Localisation du bien	75-77-77 bis - 79 boulevard des talard 35400 ST MALO
Section cadastrale	AV 11, AV 12, AV 13
Altitude	6.2m
Données GPS	Latitude 48.642017 - Longitude -2.008264

Désignation du vendeur	PORT VAUBAN
Désignation de l'acquéreur	



* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Oui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : Base de données d'**Anciens Sites Industriels** et **Activités de Service**, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à **l'échelle cadastrale**.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

*« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)*

Cartographie des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien



200m

- BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
- BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
- Emplacement du bien
- Zone de 200m autour du bien
- Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Repère	Nom	Activité des sites situés à moins de 200m	Adresse	Distance (Environ)
C3	ADA LOCATION / LEBORGNE Jean Pierre, garage ADA LOCATION	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Talards (boulevard des) n°77-79 Saint-Malo SAINT-MALO	18 m
C3	TIMAC, transformateur au PCB	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	SAINT-MALO	69 m
C3	DESMARAI Frères Sté, station-service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Roosevelt Franklin (rue) SAINT-MALO	87 m
C3	LEUTELLIER Pierre, atelier de tôlerie	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage découpage ; métallurgie des poudres	Roosevelt F.D. (rue) n°17 Saint-Malo SAINT-MALO	98 m
B3	LEBORGNE Jean-Pierre/ EUSTACHE/ COUVERT, station-service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Talards (boulevard des) n°61 Saint-Malo SAINT-MALO	111 m
B3	DESMARAI FRERES ETS / TOTAL, station-service Relais Surcouf	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Roosevelt (avenue) n°1 SAINT-MALO	171 m

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
B2	DUQUIN Héritiers, fabrique de poudre	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO	221 m
C2	Ancien dépôt d'hydrocarbures LESSARD	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés ou gaz naturel	3 rue Hochelaga SAINT-MALO	225 m
C2	TIMAB INDUSTRIES STE / Entrepôt de Pétrole de Saint-Malo SA	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	En bordure du bassin du port Jacques Cartier SAINT-MALO	225 m
B2	Ancien dépôt d'hydrocarbures LESSARD	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés ou gaz naturel	3 rue Hochelaga SAINT-MALO	238 m
B3	LESSARS STE, depot de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO	252 m
D3	SERANDOUR JACQUES / PICHIERE, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO	264 m
D3	RAITIF Emmanuel / ABAUT Pierre, garage automobile	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO	267 m
A3	MINIAC et Fils, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Talards (boulevard des) n°31 Saint-Malo SAINT-MALO	302 m
A3	BALAZOT, dépôt de pétrole	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Lieu-dit le Petit Talard SAINT-MALO	303 m
A3	CHANTIELS NAVALS DE L OUEST STE, construction de navires	Construction navale	SAINT-MALO	303 m
A3	GROUT, tannerie	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	Lieu-dit Le Talard SAINT-MALO	303 m
A3	MARCHANT Alexis, depot de carcasses de navires	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	SAINT-MALO	303 m
A3	MINIAC André, dépôt de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO	303 m
A3	Sté Industrielle et Commerciale de Construction Navale	Production et distribution de combustibles gazeux (pour usine à gaz, générateur d'acétylène), mais pour les autres gaz industriels voir C20.11Z	Lieu-dit Le Talard SAINT-MALO	303 m
B2	DISTRIBUTION DE PETROLE ET D'ESSENCE SA, Distribution d'essence	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO	308 m
E3	ELF / Sté Pétroles BP, station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	RN 137 SAINT-MALO	329 m
A3	LEGARDINIER Daniel / ROUXEL Antoine, garage et forge	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage découpage ; métallurgie des poudres	Le Gobien (rue) n°11 Saint-Malo SAINT-MALO	333 m
A3	LEGARDINIER Daniel, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Legobien (rue) Saint-Malo SAINT-MALO	338 m

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Adresse	Distance (Environ)
D2	MORGERE Jean, travail du bois et des métaux	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures), Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis...	SAINT-MALO	339 m
A3	EXPLOITATION DES TRANSPORTS INDUSTRIELS ET PETROLIERS SA / THEBAULT Alfred, Forge et station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO	354 m
E2	CHARLOT Edmond, dépôt de moteur à pétrole	Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)	SAINT-MALO	357 m
A4	Cie Industrielle des Pétroles, dépôt de pétrole	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Lieu-dit de Marville SAINT-MALO	363 m
E4	LEBON et Cie Sté, usine à gaz	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2), Fabrication de gaz industriels, Fabrication de gaz industriels, Fabrication de gaz industriels	Chemin Pavé SAINT-MALO	376 m
A3	LAITERIE DE SAINT MALO / CHARREAU Paul, emploi de liquides halogénés	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	Dufresnes Marion (rue) n°15 SAINT-MALO	417 m
A4	Compagnie d'Entreprises Automobiles, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Alsace (rue d') n°2 SAINT-MALO	418 m
A3	BLONDELLE Raymond, dépôt de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Talards (boulevard des) n°22 SAINT-MALO	436 m
E1	NINAUD Jean-François, DLI	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Lecouffle (rue) n°6 SAINT-MALO	438 m
A2	MOUGIN ET Basle Jules / IMMOBILIERE DE L INDUSTRIE STE, fonderie	Fonderie	SAINT-MALO	439 m
D1	LEBRETON Francis / MELO-LENORMAND Louis, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO	450 m
A3	SVEL ETS, dépôt de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO	451 m
C1	LEBORGNE FRERES, dépôt de charbon et mécanique générale	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...), Mécanique industrielle	SAINT-MALO	453 m
C1	STE DES COMBUSTIBLES MALOINES, stockage de charbon	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	SAINT-MALO	453 m
C1	STE DES ETS CHATEL ET DOLFUS / HERRE Benjamin, dépôt de charbon	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	SAINT-MALO	453 m
D1	PAVOINE Adrien / GUIBERS Mathurin / DIERRE Auguste / GUIBERS Mathurin, Forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO	459 m
A5	BELHOMMET Victor, forge, savonnerie, machine à vapeur	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres, Garages, ateliers, mécanique et soudure, Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	SAINT-MALO	470 m
A3	BREGAINT Y. / CAMBOULIVES / TOLEDO, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Thébault A. (rue) n°17 SAINT-MALO	478 m
E2	CHENAULT René, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Brouard Eugène (rue) n°3 Saint-Malo SAINT-MALO	486 m
A3	LA FOSSE Joseph, atelier mécanique	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO	497 m
A5	LEVAYANC Robert, garage station-service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	Rance (boulevard de la) Saint-Malo SAINT-MALO	500 m

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
BUESNEL et LEQUESNE, fabrication de goudron	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
HUART, fabrique d'aggloméré de houille	Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlams	SAINT-MALO
BELHOMMET, fabrique d'acide	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.	SAINT-MALO
MONNIER, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MERVIN Yves, fabrication d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...), Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
GUILBERT A., fonderie de fer de cuivre et de bronze	Fonderie	SAINT-MALO

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
FETU (ou PHETU) Jean-Baptiste, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
AMEL Charles, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BERNARD et LURQUETIL, fonderie de fer et cuivre	Fonderie	SAINT-MALO
SCOTE Louis Pierre, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
DENOUAL Jules, fabrique d'allumettes chimiques	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MULOT Denis, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
RENARD-TURQUETIL, fonderie de fer et cuivre	Fonderie	SAINT-MALO
DESMARAIS, dépôt de pétroles et huiles	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	R.N. 137 au lieu-dit Grève de Rocabey SAINT-MALO
La Lumière Sté, dépôt de pétrole	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
MIRAMBEAU et GICQUEL, fabrication d'engrais chimique	Fabrication de produits azotés et d'engrais	SAINT-MALO
ALMEIDA et MELINETTE, forges de marine	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matricage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
Service Vicinal, dépôt de goudron	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
DUFOUR, dépôt d'huiles minérales lourdes	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BUSNEL, tannerie	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	SAINT-MALO
PORTALIER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
TERREAUX, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
COTTERET et GAUTIER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
POSTEL, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
RENAUD, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
DENIS, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
Sté Economique, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BERGEZ, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BOLTZ, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CHEREL et CHOUANET, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
AUBRY, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CHEREL Clément, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BOYER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BIRY, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
FLAUX, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
BOURNE, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
ROYER, dépôt d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
LE HERISSE, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
TOCZE, dépôt de poudre	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
MALOISEL, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
FOURE, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
ORVAIN, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
PINSON, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
BROUARD, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO
TURBIN, dépôt d'explosif	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre,...)	SAINT-MALO

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
MORILLON Henri, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
DAVID, dépôt de pétrole et d'essence	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
HERVE Lucien, station-service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Rue Legobien SAINT-MALO
SNCF, dépôt de fuel	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
VILLE DE SAINT-MALO, distribution de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
LE BERRE Pierre, pressing 5 A SEC	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons	SAINT-MALO
SICA SILO PORTUAIRE, transformateur au PCB	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	SAINT-MALO
BOURNE SARL, dépôt de carburant	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
VILLE DE SAINT-MALO, dépôt de carburant	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
ADAM Philippe, atelier de tolerie automobile	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, platiqes (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	SAINT-MALO
GAMA PRESTON ET CIE STE, garage tôlerie	Garages, ateliers, mécanique et soudure,Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, platiqes (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...),Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
RECTIFICATION MALOINE STE, DLI	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
THEIS Eric / MARPILLARD Jean-François, station service PRO SNC	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
KRUVAULT Auguste, Forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
DESPECHERS et BONNEFIN, fabrique de bitume	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	SAINT-MALO
GABORY Guillaume, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
LEVIN Isidor, fabrique de chaussures	Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	SAINT-MALO
FOURCHON Joseph, atelier d'armateur	Fabrication d'armes et de munitions	SAINT-MALO
GIRAUD ET FOUQUAY Henri, mécanique générale	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
JOUAME Claude, Forge et chaudronnerie	Chaudronnerie, tonnellerie,Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
HOSPICE DE SAINT MALO, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
MARTIN Alexandre /MAZELY Louise / MARTIN Jean, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BERHAULT Louis / GEOFFROY-HERLANDIE Georges / TUAL Louis / LECOEUR Henry / PTEL Adolphe / CHOLLET Adolphe / CHOLLET Nicolas, forge et dépôt de pétrole	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres,Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO
CREUZET Louis / BASSET François / RENAUD Hyppolite, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
HAMON Olivier, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
REDOUTE Jean, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
MORILLON Henri, teinturerie	Ennoblement textile (teinture, impression,...)	SAINT-MALO
LEPOLLIF DANICAN François / LEPOLLIF Emmanuel	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
CHANTIERS NAVALS STE, chaudronnerie, forge et mécanique générale	Chaudronnerie, tonnellerie,Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres,Mécanique industrielle	SAINT-MALO
LIEGE Emile, atelier de photographie	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	SAINT-MALO
MALLARD Auguste, construction de navires	Construction navale	SAINT-MALO
MORILLON Jean, garage et serrurerie	Garages, ateliers, mécanique et soudure,Fabrication de coutellerie	SAINT-MALO
ROULLIER Olivier, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
FRANCAISE DE L. INDUSTRIE ET DU COMMERCE STE, atelier mécanique, forge et chaudronnerie	Mécanique industrielle,Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres,Chaudronnerie, tonnellerie	SAINT-MALO
LESSARD Francis, station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
LEFORESTIER, atelier de photographie	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	SAINT-MALO
JAUPITRE Etienne / MARTIN Pierre, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO

Nom	Activité des sites non localisés	Adresse
JUVILLAIN Fernand, garage	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
PAPE Joseph, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
SAINT C?UR DE JESUS ET DE MARIE, établissement hospitalier	Activités hospitalières	SAINT-MALO
SA DES TRAMWAYS DE ROTHENEUF, atelier mécanique	Garages, ateliers, mécanique et soudure	SAINT-MALO
BARRON Louis, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BLANCHARD Georges, serrurerie	Fabrication de coutellerie	SAINT-MALO
PERRIGault Francis / BRUAULT David, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
LACHAMBRE Marie, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
BLIN André, station service	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	SAINT-MALO
GILLET François, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
GORGES Louis, forge	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	SAINT-MALO
STE DES HUILES ET PETROLES, DLI	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	SAINT-MALO

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	LT
Date de réalisation	08/11/2021

Localisation du bien	75-77-77 bis - 79 boulevard des talard 35400 ST MALO
Section cadastrale	AV 11, AV 12, AV 13
Altitude	6.2m
Données GPS	Latitude 48.642017 - Longitude -2.008264

Désignation du vendeur	PORT VAUBAN
Désignation de l'acquéreur	

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

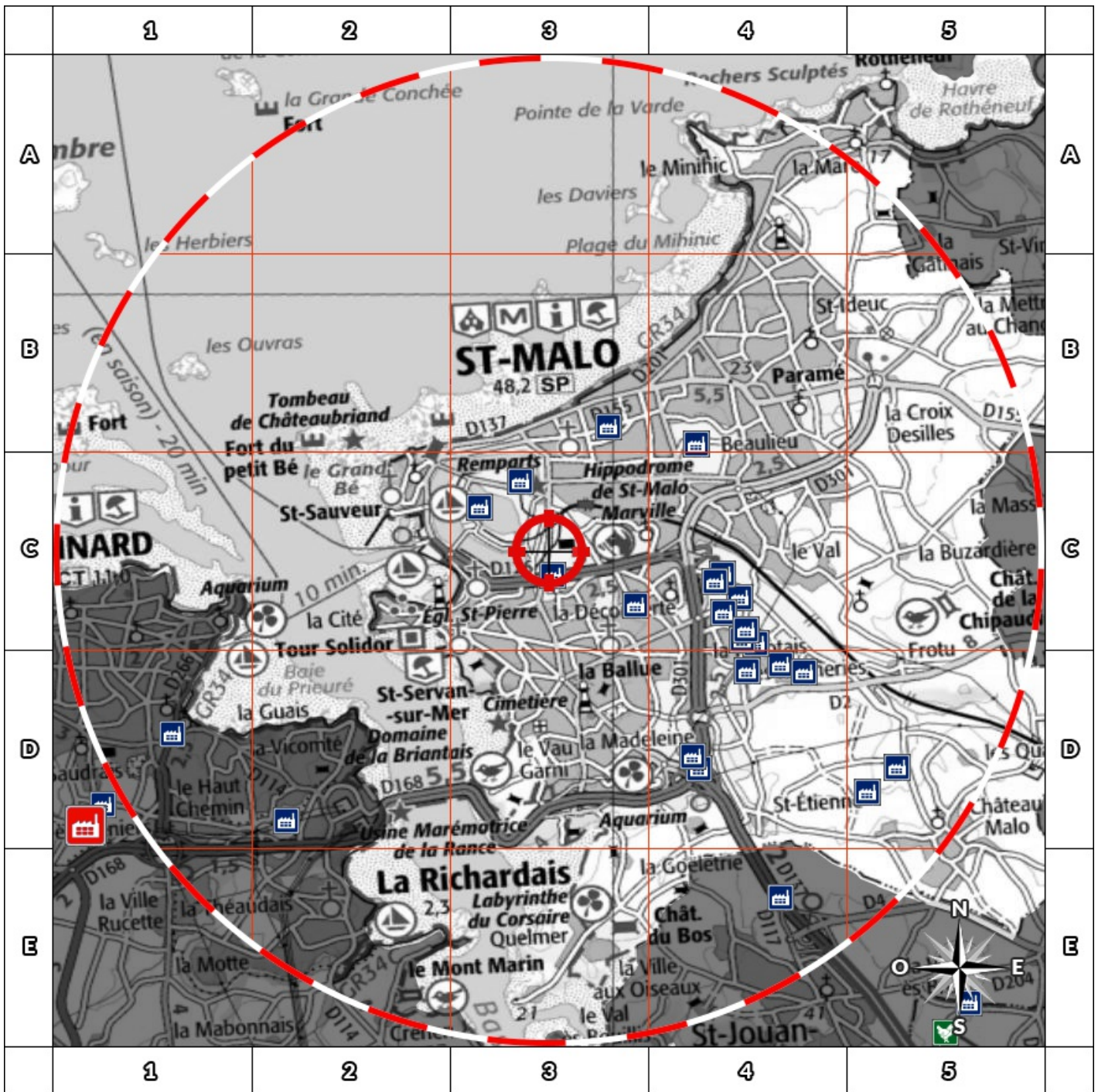
**** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.**

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE

Commune de ST MALO



2000m

- | | | | |
|--|---------------------|--|-----------------------------|
| | Usine Seveso | | Elevage de porc |
| | Usine non Seveso | | Elevage de bovin |
| | Carrière | | Elevage de volaille |
| | Emplacement du bien | | Zone de 500m autour du bien |

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 500m du bien représentées par les pictos et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de ST MALO

Repère	Situation	Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
ICPE situées à moins de 5000m du bien					
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	'La Boudeville' rue des belettes 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Adresse Postale	TIMAC AGRO SA (ZI)	Usine de la ZI Sud Avenue du Général Ferrié 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	OUI
	Adresse Postale	TIMAC AGRO SA (QI)	Usine du Quai Intérieur 3 rue Hochélaga 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	HYPRED (ex. CCI ST MALO (Dépôt de soude)	Quai Chateaubriand 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	ROMI	49 rue Ville ès Cours ZI Indusma 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	ROMI	5 rue du clos du noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	ISB France	12, rue Augustin Fresnel ZI INDUSMA 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	centre de transfert 43, Rue de la Ville Es Cours 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	COMPAGNIE DES PECHEES PRODUCTION	ZAC Yves Burgot Rue de la Janaie 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Adresse Postale	ISB FRANCE	13 Av. Louis Martin / Quai Laménais Rothéneuf 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	OUI
	Adresse Postale	BOIS ET MATERIAUX	25, rue Ville es Cours ZI Sud 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	Communauté d'Agglomération	La Boudeville 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Adresse Postale	EVTV	14 Rue du Clos Baron 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	OUI
	Adresse Postale	BRUNO OTO PIECES	17 rue de la Guymauvière 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	COMAPECHE DISTRIBUTION	ZI SUD Rue des Rougeries 35400 ST MALO	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Centre de la commune	COMABOKO	ZAC Yves Burgot Rue de la Janaie 35400 ST MALO	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Valeur Initiale	DPC -DEPOTS DE PETROLE COTIERS (ST MALO)	Rue de la Ville Es Cours Zone industrielle Sud 35400 ST MALO	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Adresse Postale	SEIFEL	ZAC Maison-Neuve Saint Etienne 8, rue Claude Chapel - CS 51865 35418 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Enregistrement	NON
	Adresse Postale	TIMAB INDUSTRIES (Rue du Clos du Noyer)	ZI Sud de Saint-Malo Rue du Clos du Noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Valeur Initiale	WOLSELEY France Bois et Matériaux-Grassi	ZAC de la Grassinai - La Madeleine 35400 ST MALO	En cessation d'activité	Non Seveso
				INCONNU	NON
	Adresse Postale	LAITERIE DE SAINT-MALO	9 rue du Clos du Noyer 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	SA AQUARIUM GEANT	LA VILLE JOUAN 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON
	Centre de la commune	LEMARIE JEAN-MARC	LA SALMONAIS 35400 ST MALO	En fonctionnement	Non Seveso
				Autorisation	NON

Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à plus de 5000m du bien</i>			
Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la commune ST MALO			

Descriptif des risques

Extrait des données publiques de l'Etat disponibles sur le site Georisques.gov.fr

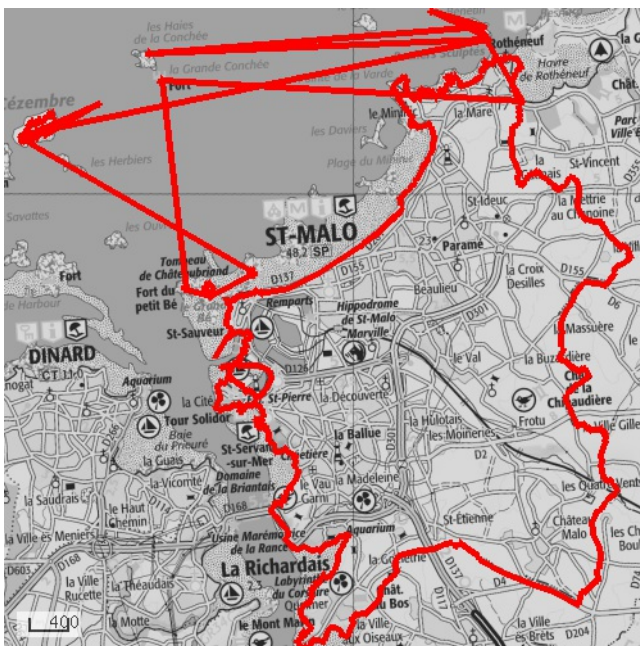


Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation



Coordonnées GPS :
Longitude = -2.008264
Latitude = 48.642017



Informations sur la commune

Nom : SAINT-MALO

Code Postal : 35400

Département : ILLE-ET-VILAINE

Région : BRETAGNE

Code INSEE : 35288

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 11

Population à la date du 07/09/2020 : 46342

Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Inondation



Séisme
2 - FAIBLE



Sites inventaire BASIAS

Inondations

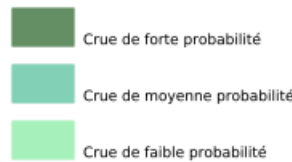
L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Oui

Cette carte (Territoires à Risques importants d'Inondations – TRI) représente des zones pouvant être inondées. Ces zones sont déterminées soit en fonction d'un historique d'inondation passées soit en fonction de calculs. Trois périodes de temps sont ainsi retenues : évènement fréquent, moyen, et extrême pour situer dans le temps la possibilité d'une inondation et sa force.



Nom du TRI	Aléa	Cours d'eau	Arrêté du préfet coordinateur de bassin	Arrêté stratégie locale	Arrêté préfet / parties prenantes	Arrêté d'approbation de la partie locale	Arrêté TRI national
ST MALO - BAIE DU MONT ST MICHEL	Inondation - Par submersion marine		26/11/2012		20/02/2015		
ST MALO BAIE DU MONT SAINT MICHE	Inondation - Par submersion marine		22/10/2018				

Inondations (suite)

Informations historiques sur les inondations

1 évènements historiques d'inondations sont identifiés dans la commune

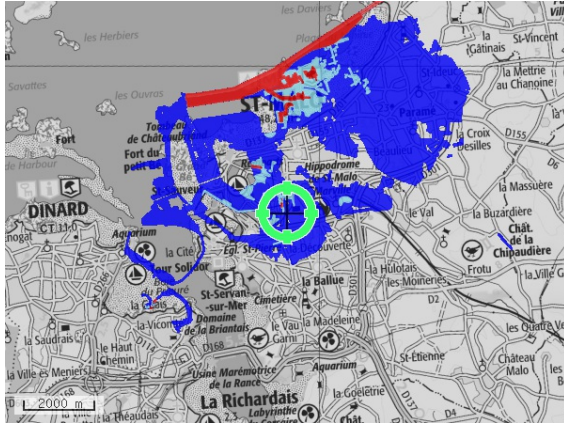
Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
09/01/1924 09/01/1924	Action des vagues, Mer/Marée	1-9morts	inconnu

Inondations (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Zonage réglementaire - PPRN Risque Inondation

- Prescription hors zone d'aléa
- Prescriptions
- Interdiction
- Interdiction stricte

PPR	Aléa	Préscrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
PPRsm Saint Malo	Par submersion marine	08/04/2010	29/08/2016	18/07/2017				

Retrait-Gonflement des sols Argileux

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflement des sols argileux : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflement des sols argileux : Non

Mouvements de Terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non

Cavités Souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non

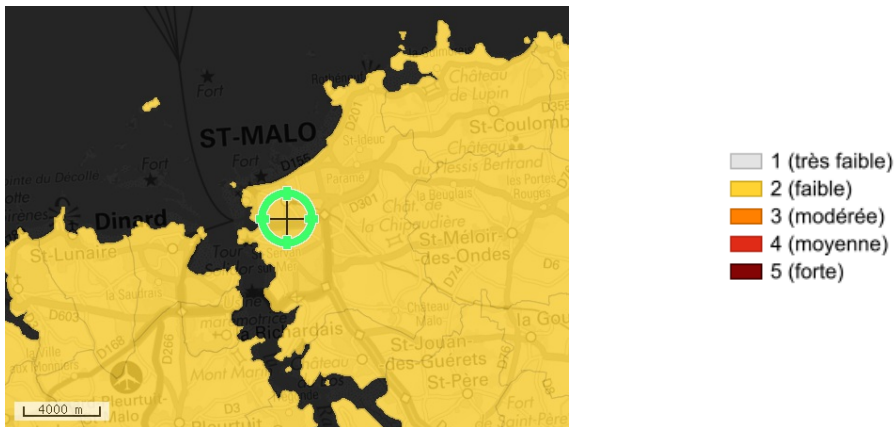
Séismes

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 2 - FAIBLE

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

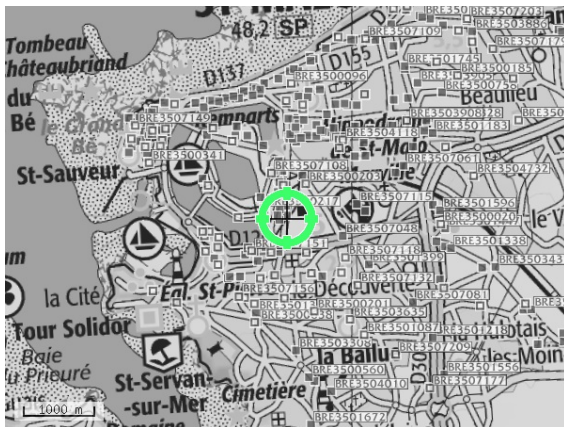
LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui

Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

Pollution des Sols, SIS et Anciens Sites Industriels (suite)

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non

Installations Industrielles

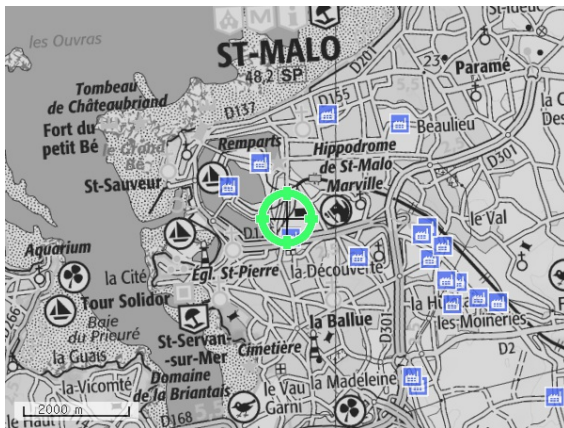
Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.







LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 1

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 3

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.

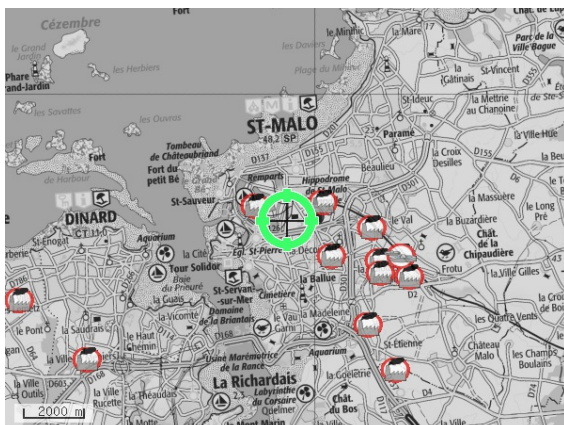


- Installations classées (Grande échelle)
-  Usine Seveso
 -  Usine non Seveso
 -  Elevage de bovin
 -  Elevage de volaille
 -  Elevage de porc
 -  Carrière

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 12

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



-  Stations d'épuration
-  Elevage
-  Industries
-  Etablissements Pollueurs

Installations Industrielles (suite)

[LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?](#)

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : **Non**

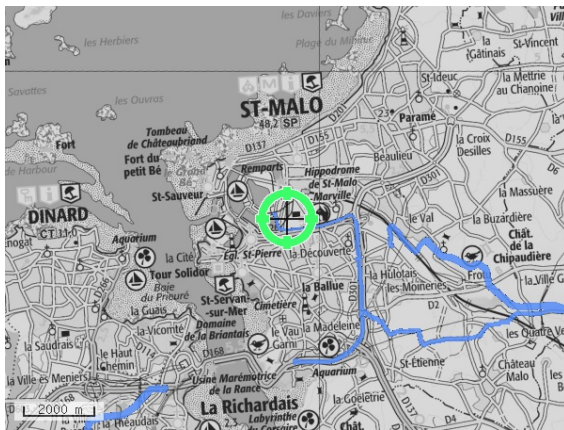
Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Installations Nucléaires

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : Non

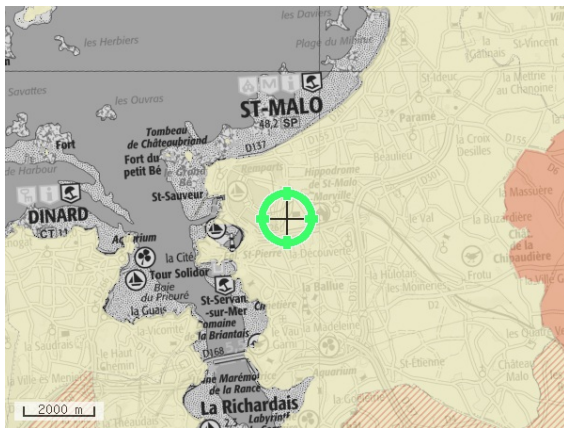
Installations Nucléaires

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : potentiel de catégorie 1 (faible)

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Glossaire

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication. Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Définition juridique (source : guide général PPR)

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle. Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage. Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique). Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

Catastrophes Naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 11

Libellé	Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	35PREF19820002	14/10/1982	14/10/1982	24/12/1982	26/12/1982
Tempête	35PREF19870282	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987
Inondations et coulées de boue	35PREF19900004	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	35PREF19900005	27/02/1990	01/03/1990	24/07/1990	15/08/1990
Inondations et coulées de boue	35PREF19950088	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995
Inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	35PREF19960010	19/02/1996	21/02/1996	17/07/1996	04/09/1996
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	35PREF19990295	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	35PREF20060004	01/07/2003	30/09/2003	02/03/2006	11/03/2006
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	35PREF20080018	10/03/2008	10/03/2008	07/08/2008	13/08/2008
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	35PREF20140030	31/01/2014	02/02/2014	07/08/2014	10/08/2014
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	35PREF20180001	03/01/2018	03/01/2018	26/03/2018	02/05/2018

Précautions d'usage

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous.

Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application, sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» ;
- sa source (à minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP VERCOUTERE DEGANO CORDIER RENOULT
Numéro de dossier	LT
Date de réalisation	08/11/2021

Localisation du bien	75-77-77 bis - 79 boulevard des talard 35400 ST MALO
Section cadastrale	AV 11, AV 12, AV 13
Altitude	6.2m
Données GPS	Latitude 48.642017 - Longitude -2.008264

Désignation du vendeur	PORT VAUBAN
Désignation de l'acquéreur	

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé	AV 11, AV 12, AV 13
------------	---------------------

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Nuisances Sonores Aériennes**
 Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
 Cartographie
 Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodomes

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° _____ du _____ mis à jour le _____

Adresse de l'immeuble

75-77-77 bis - 79 boulevard des talard
35400 ST MALO

Cadastre

AV 11, AV 12, AV 13

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB 1 oui non

révisé approuvé date _____

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation 2 oui non

² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB 1 oui non

révisé approuvé date _____

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹
zone B ²
zone C ³
zone D ⁴

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de ST MALO

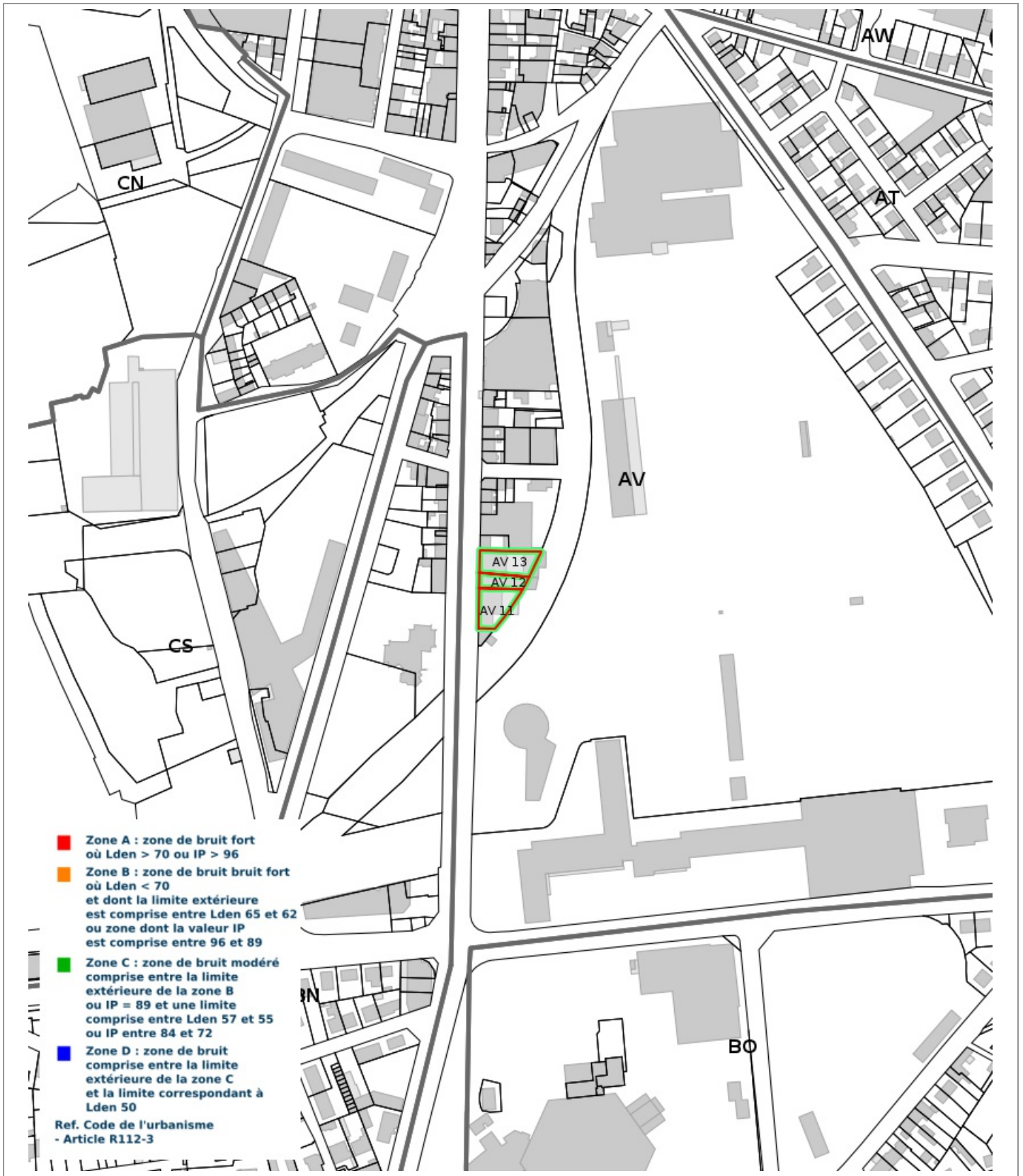
Vendeur - Acquéreur

Vendeur	PORT VAUBAN		
Acquéreur			
Date	08/11/2021	Fin de validité	08/05/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostics technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologiques et solidaire <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodomes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants			si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT		
autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004